Moyens et principaux arguments

L'article 189 du traité, selon lequel la directive lie tout État membre quant au résultat à atteindre, implique l'obligation pour les États membres de respecter le délai de transposition fixé par celle-ci. Ce délai a expiré le 31 décembre 1995, sans que l'Irlande ait adopté les dispositions nécessaires pour se conformer à la directive mentionnée dans les conclusions de la Commission.

(¹) JO L 319 du 12.12.1994, p. 20.

Recours introduit le 22 décembre 1997 par Commission des Communautés européennes contre République fédérale d'Allemagne

(Affaire C-432/97)

(98/C 55/38)

La Cour de justice des Communautés européennes a été saisie, le 22 décembre 1997, d'un recours dirigé contre la République fédérale d'Allemagne et formé par la Commission des Communautés européennes, représentée par M. Enrico Traversa, membre de son service juridique, et Andreas Buschmann, expert national détaché auprès du service juridique de la Commission, élisant domicile à Luxembourg chez M. Carlos Gómez de la Cruz, également membre de son service juridique, centre Wagner C 254, Kirchberg.

La partie requérante conclut à ce qu'il plaise à la Cour:

- constater que la République fédérale d'Allemagne a manqué aux obligations qui lui incombent en vertu des dispositions des articles 2 et 28 *bis*, paragraphe 1, point a) de la sixième directive 77/388/CEE du Conseil du 17 mai 1977 en matière d'harmonisation des législations des États membres relatives aux taxes sur le chiffre d'affaires — système commun de taxe sur la valeur ajoutée: assiette uniforme (¹), dans sa dernière version modifiée, en exonérant de la taxe sur la valeur ajoutée les transactions portant sur l'or (lingots, pièces de monnaies considérées comme moyen de paiement légal, or non ouvragé) et les opérations d'intermédiaires relatives à ces transactions,
- condamner la République fédérale d'Allemagne aux dépens.

Moyens et principaux arguments

La règle d'exonération introduite par la République fédérale d'Allemagne à compter du 1^{er} janvier 1993 et figurant à l'article 4, point 8 k), de l'Umsatzsteuergesetz n'est pas fondée au regard de la sixième directive TVA.

La Commission est bien consciente du fait que les règles transitoires de l'article 28, paragraphe 3, point b) (combinés à l'annexe F, point 26) de la sixième directive TVA ainsi que les différences de régime de taxation de l'or dans certains États membres entraînent des distorsions de la concurrence. C'est pourquoi elle a présenté, dès le 28 octobre 1992, une proposition de directive sur les règles particulières applicables à l'or qui prévoit l'exonération générale des transactions portant sur l'or en dépôt ainsi que la suppression des dispositions transitoires précitées. Toutefois, à l'heure actuelle, le Conseil n'a pas adopté de directive allant en ce sens. La question n'est cependant pas de savoir si l'exonération litigieuse était nécessaire ou non pour protéger le marché allemand de l'or; ce qui est critiqué, c'est que cette exonération ne constitue pas un moyen prévu par la directive pour faire échec aux effets que les distorsions de la concurrence existantes produisent sur le marché national.

Enfin, c'est à tort la République fédérale d'Allemagne invoque la déclaration du Conseil et de la Commission sur l'article 1^{er}, paragraphe 1, point e) de la directive 92/77/CEE du Conseil visant au rapprochement des taux de TVA. Cette déclaration doit être envisagée dans le contexte de la règle à laquelle elle se rapporte, c'est-à-dire l'article 12, paragraphe 3, point e) de la sixième directive TVA. Selon les troisième et quatrième phrases de cet article, les États membres doivent prendre toutes les mesures nécessaires, à partir du 1^{er} janvier 1993, pour lutter contre la fraude fiscale dans le domaine des transactions portant sur l'or (en particulier au moyen d'un système de taxe déductible pour l'acquéreur). Cette règle ne confère pas aux États membres des pouvoirs allant au-delà. En vertu de la jurisprudence de la Cour de justice, une déclaration ne saurait être utilisée pour interpréter une règle de droit communautaire lorsque le contenu de la déclaration ne trouve pas son expression dans la règle en question et est, par conséquent, dépourvu de lien juridique avec celle-ci.

(¹) JO L 145 du 13.6.1977, p. 1.

Pourvoi formé le 22 décembre 1997 par IPK München GmbH contre l'arrêt du Tribunal de première instance des Communautés européennes (première chambre) rendu le 15 octobre 1997 dans l'affaire T-331/94, IPK München GmbH contre Commission des Communautés européennes

(Affaire C-433/97 P)

(98/C 55/39)

La Cour de justice des Communautés européennes a été saisie le 22 décembre 1997 d'un pourvoi formé par IPK München GmbH, représentée par M^e Hans-Joachim Prieß, avocat, place des Barricades 13, B-1000 Bruxelles, contre l'arrêt du Tribunal de première instance des Communautés européennes (première chambre) rendu le 15 octobre 1997 dans l'affaire T-331/94, IPK München GmbH contre Commission des Communautés européennes.